

éloignée de celle que donne la littérature du XIX<sup>e</sup> siècle du monde ouvrier, qui se révèle ici plus turbulent que révolutionnaire.

La seconde partie s'intéresse à la constitution physique de la jeunesse parisienne et cherche dans l'anthropométrie un indicateur fiable du développement humain d'une population urbaine. L'auteur s'inscrit ici dans le renouveau récent d'une approche anthropométrique longtemps disqualifiée par les approches raciales des auteurs de la fin du XIX<sup>e</sup> et du début du XX<sup>e</sup> siècle. Le second Empire apparaît à l'évidence comme une période favorable marquée par un rattrapage de la taille moyenne après la diminution constatée sous la Restauration par Le Roy Ladurie. Le groupe central mesure entre 160 et 169 cm, mais il est inégalement réparti : les plus grands sont dans le VII<sup>e</sup> arrondissement ; les plus petits dans le XIX<sup>e</sup> et en banlieue. Les corrélations entre la taille, le niveau d'instruction, l'indice de remplacement et la profession sont nettement identifiables. Sur ce point on aimerait cependant en savoir plus et comprendre quelle est des trois variables celle qui a le plus d'effet sur la taille des conscrits. L'analyse des anomalies physiques révèle une nette amélioration de l'état physique puisqu'en 1868 le taux d'individus impropres au service s'élève à 27,1 % contre 36,7 % sous la Restauration. Le faible nombre de défaut de taille (4,46 % d'individus de moins de 155 cm) montre que la malnutrition dans les jeunes années est un problème mineur à Paris, contrairement à la province où ce taux est généralement plus élevé. De même goîtres et crétinismes sont assez rares grâce sans doute à l'iode contenu dans l'eau de la Seine. En revanche les accidents du travail industriel expliquent une partie importante des cas d'inaptitude comme l'attestent les taux élevés d'infirmités à Saint-Denis et à Ivry. Cette étude fine apporte également quelques informations précieuses – parce que contre intuitives – sur l'état de santé des populations migrantes (chapitre XII). Alors qu'on s'attendrait à voir un nombre

important de petits parmi les conscrits d'origine provinciale du fait de leur pauvreté relative, on les retrouve surreprésentés parmi les grandes tailles. L'auteur observe comme « un mécanisme de sélection biologique » des migrants qui viennent à Paris. L'analyse de la couleur des yeux et la part accrue des yeux foncés signalent l'évolution des caractéristiques biologiques de la population parisienne à la suite des apports massifs des migrants méridionaux et bretons au XIX<sup>e</sup> siècle.

Au total, cet ouvrage constitue non seulement une riche contribution à notre connaissance statistique de la population parisienne, mais il interroge également le lien qui a pu être établi depuis Engels entre industrialisation et paupérisation. Avant même la III<sup>e</sup> République, le second Empire apparaît comme une période d'amélioration générale des conditions de vie et de la santé des Parisiens qui profite à tous, y compris aux classes populaires.

Fabrice BOUDJAABA

Fabrice BOUDJAABA, *Des paysans attachés à la terre ? Familles, marchés et patrimoines dans la région de Vernon (1750-1830)*, Paris, PUPS, 2008, 526 p.

*Des Paysans attachés à la terre ?* La question, posée de manière abrupte, indique qu'il sera peu question du travail salarié dans cet ouvrage consacré à la reproduction familiale et sociale. Au terme d'une longue enquête – l'ouvrage est le fruit d'une thèse soutenue en novembre 2005 – l'auteur montre que les Normands, dans la région de Vernon, à la fin de l'Ancien Régime et sous la Restauration, à l'égard de leur patrimoine, se comportaient en agents économiques « rationnels », « joyeusement individualistes » selon la formule du préfacier, en tout cas peu soucieux des intérêts de la parenté. Cette plongée au cœur du marché foncier et immobilier, originale dans ses objectifs et sa méthode, puisque l'auteur a recours à l'économétrie, permet de s'interroger sur les comportements individuels,

en prenant en compte une multiplicité de variables. Après avoir étudié la répartition de la propriété et le niveau d'activité du marché (chapitres I à IV), l'auteur prend la mesure de la transmission successorale (chapitres V à VII), et porte son attention sur la place de la parenté sur le marché (chapitres VIII et X). Une quatrième et dernière partie traite des locations, du marché du crédit et des parcours patrimoniaux (chapitres XI et XII). La rationalité économique, exposée tout au long du livre, prend principalement la forme d'une adaptation des surfaces exploitées à la force de travail disponible. On retrouve la notion, familière aux historiens, de cycle de vie. Une grande originalité de ce travail est de faire apparaître que la modulation des surfaces exploitées reposait en définitive plus sur la propriété que sur les locations. Le bail, qui est surtout le choix des plus jeunes, est certes un moyen commode pour s'installer. Mais l'auteur décrit une utilisation plutôt ponctuelle du marché locatif et insiste sur la vitalité du marché foncier et immobilier quand celui des baux plafonne. C'est au moyen des ventes et des achats que les petits propriétaires construisent leur parcours patrimonial. Cette conclusion étonne quelque peu, alors que la dimension moyenne des propriétés recule, du niveau déjà modeste de 1,07 ha à seulement 0,5 ha (valeurs médianes en 1774 et 1826)! Trouvait-on à employer tout son temps sur d'aussi maigres propriétés? Qu'en était-il du travail salarié? On peut donc s'interroger sur cette rationalité pour de tels micropropriétaires. On objectera surtout que la plupart des baux, conclus verbalement, nous échappent. La première partie du livre montre en tout cas qu'il y a une variation des patrimoines avec l'âge. À l'aide de huit rôles de vingtième, l'auteur décrit des propriétés comparables à celles déjà rencontrées dans d'autres vallées ou coteaux proches de Paris, où vignes et jardins jouaient un rôle parfois important. La base de données généalogique, croisée avec les rôles, montre une diminution sensible de la taille des

propriétés chez les plus de 60 ans, et encore plus après 75 ans.

L'auteur entre dans le vif du sujet avec le chapitre relatif au marché foncier. Les registres du centième denier permettent de connaître toutes les transactions effectuées dans le bureau de Vernon entre 1761 et 1780. Les tables de vendeurs et d'acheteurs permettent de suivre l'évolution du marché jusqu'en 1828. Il en ressort que 1,52 % des biens-fonds en valeur et 0,6 % en surface passent par le marché chaque année à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle puis respectivement 4 % et 1,6 % entre 1801 et 1827. Le marché prend donc de plus en plus d'importance. Si une place est faite à la conjoncture, l'activité du marché épousant presque parfaitement les épisodes de cherté des prix pendant les vingt premières années du XIX<sup>e</sup> siècle, le modèle dessiné ici est plutôt celui d'un marché qui repose, du côté des vendeurs, sur la force de travail (on vend quand les forces diminuent) et du côté des acheteurs, sur la capacité à épargner. L'auteur observe un mouvement constant d'acquisitions jusqu'à 45-49 ans, alors que la force productive du ménage est maximale. Après 50 ans, selon un schéma bien connu, les ventes prennent le pas sur les acquisitions. Les besoins alimentaires et la vieillesse commandent largement cette évolution. Mais la vente n'est pas toujours le signe d'un déclin physique. Elle est aussi le signe de la capacité des acteurs à développer une politique patrimoniale. Une partie des ventes sont le pendant d'acquisitions. L'économétrie, supposée dévoiler les ressorts individuels de la vente, montre que certaines variables ont un effet significatif et positif, tandis que d'autres ont un effet négatif. Par exemple le fait d'être veuf réduit la propension à vendre, car les veufs gèlent leurs avoirs fonciers. Il y a encore l'effet des hauts prix agricoles (indice conjoncturel). On peut relever qu'il est plus fort sur les ventes que sur les achats. La prise en compte des opérations passées, très intéressante dans son principe, laisse perplexe. Un achat augmente la probabilité

de vendre dans la même année (tableau IV-4). L'auteur y voit l'indice de possibles recompositions. Mais, si ces opérations sont nombreuses, pourquoi la vente réduit-elle la propension à acheter (tableau IV-5) ? La méthode fait en revanche clairement apparaître l'impact négatif des achats antérieurs sur le moyen terme sur de nouvelles acquisitions.

L'auteur prend ensuite la mesure des héritages et des mutations onéreuses dans les processus de transmission des biens-fonds. Cette mesure est très importante, car dans des régions coutumières où l'intérêt pour la famille se manifestait passivement, à travers la coutume, et non activement, au moyen de stratégies patrimoniales mises en œuvre sur le marché, il est essentiel de savoir si la quantité de biens transmise par la voie successorale était plus importante que celle transmise sur le marché, et dans quelle proportion. De ce point de vue, Fabrice Boudjaaba réévalue, très justement, l'importance du marché. Cependant, si 2,7 % des biens-fonds empruntent la voie successorale chaque année, le marché par lequel transitent 1,52 % des terres en valeur (0,6 % en surface) dans le même délai, compte toujours nettement moins que l'héritage comme mode de transmission à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle ! Un vrai changement se produit, il est vrai, après la Révolution. Suivent de belles pages sur les différents modes de mutation, selon le type de bien transmis, ou sur le moment où intervient l'héritage dans l'histoire patrimoniale des individus. La transmission familiale, au début du parcours patrimonial, apparaît comme la voie privilégiée d'accès à la propriété. Puis le marché prend ensuite une certaine importance, ce qui est conforme à ce qui a déjà été dit sur le cycle de vie. Près de 40 % des successions vont à un unique héritier et une majorité de successions concernent au plus deux héritiers. Les successions complexes (plus de trois héritiers) restent très minoritaires. La démographie résout donc une partie du problème du partage. Examinant les différents facteurs explicatifs de la fortune foncière et immobilière en 1774,

Fabrice Boudjaaba montre que les événements familiaux jouent un rôle très restreint. Deux critères l'emportent finalement, qui sont la présence d'un apport féminin au mariage et la capacité à se porter acquéreur, c'est-à-dire *in fine*, la richesse. Sont étudiées ensuite les modalités du partage, les ventes à vendeurs multiples, les licitations, les cessions de droits, enfin les testaments, en relation avec la disparition du douaire dans le Code civil. La partie s'achève sur l'affirmation surprenante que « les légitimes assurent déjà sous l'empire de la coutume une forme d'égalité aux filles », alors que les hommes n'étaient pas autorisés à donner à leurs filles plus que le tiers de leur fortune, le reste étant conservé aux garçons !

La parenté et l'alliance ont-elles joué un rôle en dehors de la transmission successorale ? Y avait-il des stratégies familiales pour conserver la terre ? Après un exposé des clauses qui protégeaient la veuve, il apparaît que la terre était absente des contrats de mariage. La dot en argent, en plus du trousseau, constituait l'essentiel de l'apport de la future. Les contrats servaient parfois encore à organiser une cohabitation temporaire du jeune couple et des parents de l'un d'entre eux. Mais la fonction principale du contrat était de protéger la dot de la femme. Les contrats de mariage du XVIII<sup>e</sup> siècle diffèrent sensiblement de ceux du siècle précédent, le régime dotal étant abandonné. Tous les contrats de mariage de l'échantillon comportent alors une donation au profit du conjoint survivant, c'est-à-dire en l'espèce l'usufruit de la succession du prédécédé en intégralité. La protection du conjoint survivant prévaut donc, comme sous l'Ancien Régime. Le contrat de mariage répondait surtout aux préoccupations du ménage et non aux valeurs du lignage. Par une étude du réseau des vendeurs et acheteurs à Saint-Marcel, l'auteur montre qu'il y a beaucoup de binômes isolés. En fait, pour le XVIII<sup>e</sup> siècle, la composante principale ne retient que 15 % des membres du réseau, et pour le XIX<sup>e</sup> siècle, 54 %. L'appartenance à la composante principale, une fois prises en compte des variables telles que la

résidence ou la profession, montre surtout l'importance de l'insertion par l'alliance. Mais au XIX<sup>e</sup> siècle, le facteur déterminant devient la résidence. La logique de parenté est en recul. Le marché ne semble finalement pas travaillé par des logiques de parenté et l'auteur privilégie les attributs socio-économiques. L'analyse agrégative, qui rassemble en groupes les individus qui se ressemblent le plus par leur position dans le réseau est intéressante, mais souffre de la grossièreté de certaines informations. Les distinctions professionnelles par exemple séparent artificiellement des individus à la condition sociale souvent proche (vignerons et ouvriers/domestiques) ou réunissent au contraire des individus au niveau de fortune parfois très dissemblable (artisans et marchands). Au final, la part prise par chaque composante sociale dans les groupes ainsi dessinés s'écarte peu de la moyenne et le résultat est peu lisible.

La partie la plus remarquable et la plus réussie du livre, est celle qui détruit l'idée de stratégies familiales sur le marché foncier et immobilier. Cela ressort clairement de la basse fréquence des opérations intrafamiliales (11-12 %) et de l'identité des transactions intra- et extra-familiales. Il n'y a pas de prix d'ami en famille, ni de bien particulier qui suscite la mobilisation de la parenté. Les biens hérités sont dans la même proportion vendus à l'intérieur ou en dehors de la famille. Cependant, tous les calculs ont été faits sur la période 1750-1828, alors que le critère de parenté a perdu de son importance au XIX<sup>e</sup> siècle. Il y a donc matière à discuter sur le moment du passage à un marché anonyme et indifférent à la parenté, notamment pour les maisons, jardins et vignes. Si on déplace le regard du côté des acheteurs, en prenant en compte la situation géographique des biens vendus, il ressort que 46 % des contrats intra-familiaux concernent des parcelles limitrophes, contre 23 % des achats extrafamiliaux. L'acquéreur détient souvent le bien qui jouxte le bien acquis. On trouve là sans doute un motif essentiel de ces opérations. On n'acquiert pas à tout prix le bien d'un parent, sans

tenir compte de sa localisation. Du point de vue des acquéreurs, il importe finalement peu qu'il s'agisse d'un bien familial, mais beaucoup qu'il s'agisse d'un bien facile à exploiter.

L'auteur termine, avec une étude du crédit, des locations et des « parcours patrimoniaux ». L'étude du crédit, abordée sous l'angle du paiement différé, se poursuit avec les obligations et les rentes constituées. Il en ressort que près de 70 % des crédits ont une durée inférieure à un an. C'est un crédit à court terme, qui ne peut servir qu'exceptionnellement à acquérir un bien fonds. Le paiement comptant montre de son côté une capacité d'épargne, même chez les petits. Le recours aux locations étant ponctuel et limité, les ventes et achats suffisent pour permettre aux petits propriétaires de construire un parcours patrimonial. Fabrice Boudjaaba change alors de niveau d'analyse et suit plusieurs cas individuels pour montrer les mutations du cycle de vie familiale. Les six cas exposés paraissent plutôt mal choisis pour affirmer que les trajectoires patrimoniales entretiennent des rapports évidents avec le cycle de vie des individus (p. 477) compte tenu de la modicité des biens aliénés dans un cas ou de l'âge précoce où commence le repli foncier dans un autre. L'ouvrage s'achève sur l'étude des indivisions, qui apparaissent comme une forme transitoire de propriété adaptée aux besoins des ménages. Saluons donc un livre intéressant, riche et inventif, mais oublieux de la question du pouvoir et des rapports conjugaux, hormis dans le contrat de mariage. Peut-on en définitive aller aux motivations individuelles sans entrer dans la vie réelle des foyers ?

Jérôme Luther VIRET

Julie MILLER, *Abandoned. Foundlings in Nineteenth-Century New York City*, New York et Londres, New York University Press, 2008, 319 p.

Avant la guerre de Sécession, New York ne compte pas d'institution spécifiquement dédiée aux enfants trouvés. Ils échouent